

## SORTIE MÉDIATIQUE DE AMMAR SAÂDANI

## Le coup de colère de trop ?

**Le secrétaire général du FLN a-t-il dépassé le seuil du «tolérable» en politique ? Sa dernière intervention médiatique s'apparente aujourd'hui au «coup de colère» de trop, celui qui semble avoir élargi le cercle des anti-Saâdani mais aussi, semble-t-il, fortement déplu à la présidence de la République.**

**Abla Chérif - Alger (Le Soir)**

- Selon des indiscretions, nullement distillées de manière fortuite, les déclarations fracassantes de Ammar Saâdani ont agacé l'entourage du Président Bouteflika duquel il semblait encore très proche il y a quelques mois. C'est d'ailleurs à cette position privilégiée qu'il avait acquis la réputation de «porte-parole» officieux d'une présidence en panne de communication puisque c'est lui qui a été, tout au long de cette longue dernière année, en charge de «passer les messages» et délivrer les grandes lignes (les grandes orientations) de la politique à mener. Jusque-là, tous ses propos, même extravagants et parfois même choquants, n'ont eu pour effet que de renforcer son image de «missionnaire», d'homme qui ne parle pas pour ne rien dire même si ses interventions étaient bien souvent traduites dans des termes bouffonesques. Mercredi dernier, il n'en a pas été de même, cependant. Son discours, très attendu après quatre longs mois d'absence ayant alimenté les plus folles rumeurs au sujet d'un certain lâchage dont il ferait l'objet, n'a pas eu le même effet cette fois-ci. Ses propos violents, chargés

d'accusations lourdes et assénés en des termes particulièrement méprisants ont choqué. Ils ont d'abord indigné les principaux concernés comme le groupe des 14, ces anciens moudjahidine signataires d'un communiqué demandant la mise du FLN au musée et le départ de son secrétaire général et de son équipe accusés en des termes peu élogieux d'avoir ruiné la réputation du prestigieux sigle et délaissé l'intérêt du pays pour de sobres affaires mercantiles. Pour Ammar Saâdani, toutes ces personnes auraient agi sur instruction de l'ancien patron du DRS principalement ciblé dans son discours et dangereusement accusé d'avoir œuvré pour la déstabilisation de certaines régions sensibles du pays, comme Ghardaïa, et d'être à la tête des «officiers» et des cercles à la solde de la France dont fait partie Belkhadem, son prédécesseur au FLN. Ces propos bouleversent la scène politique algérienne. Saâdani crée l'évènement, chamboule les cartes et l'échiquier en place. La faible visibilité politique qui existait jusque-là s'éteint et laisse place à un flou total. L'ordre établi semble remis en cause. Mais l'évènement contribue à une sorte de début de décantation qui

prend comme première forme l'élargissement du cercle des anti-Saâdani. Zohra Drif a réagi, comme on le sait, moins d'une heure après la fameuse conférence en traitant de «honteux et graves» les propos de son détracteur. Piquée dans son amour-propre, la famille de Abdelaziz Belkhadem a réagi elle aussi aux graves accusations de Saâdani mettant en doute leur patriotisme et leur passé révolutionnaire en appelant carrément la justice à se saisir de cette affaire. Un rassemblement a même été organisé à Laghouat en signe de solidarité avec l'ancien patron du FLN. Les images de ce rassemblement ont d'ailleurs été largement diffusées par des médias télévisés passant pour être proches du pouvoir. D'autre part, il faut dire aussi que Belkhadem a mis l'accent sur un point brûlant, relatif à l'attitude des ministres du FLN présents à la conférence de Ammar Saâdani et qui «ont applaudi les propos graves qu'il tenait», s'est-il étonné dans une déclaration au journal *El-Chourouk* hier. «C'est eux que je blâme en premier lieu», précise-t-il. L'onde de choc de la sortie médiatique de mercredi dernier dépasse largement la personne même du SG du FLN et compromet y compris l'assise du parti, le gouvernement en lui-même puisqu'il subit l'âpre critique d'avoir cautionné le contenu des propos incriminés. Et puis il y a cette sortie d'Ouyahia qui, dans un autre langage et des



Ammar Saâdani.

Photo : Samir Sid

termes aux antipodes de ceux auxquels les Algériens ont eu droit mercredi dernier, a corrigé hier, de manière très diplomatique mais ferme, les propos de l'heure. Des propos qui répondent à quelle stratégie, en fait ? Certains chefs de partis, comme le président du FNA, évoquent une «instruction» à laquelle aurait répondu Ammar Saâdani. Certainement pas celle du clan présidentiel bien agacé par une situation dont il aurait certainement préféré se passer. Deux questions se posent, par conséquent. Que visent les déclarations du SG du FLN ? L'interrogation se pose avec d'autant plus d'acuité au regard

de la manière avec laquelle il a volontairement refusé de répondre aux questions des journalistes qui voulaient connaître son rapport avec le chef d'état-major de l'ANP que certains présentent comme étant très proche de Saâdani.

La seconde question, inévitable, a trait au devenir de Ammar Saâdani. Ayant réussi à réunir un maximum de voix contre lui, sa position paraît aujourd'hui très fragile, bien compromise. Mais en politique, il est toujours hasardeux d'affirmer que «tout est joué», surtout en ces heures troubles où rien ne semble avoir été tranché pour l'avenir du pays.

A. C.

## PROCHAINES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

## Le RCD «s'explique» sur sa participation

**Le RCD, qui vient de décider de prendre part aux prochaines élections législatives, explique son option qui d'ores et déjà ne manque pas de susciter des «supputations», par son souci d'une «visibilité et une présence dans un moment de doute et de congélation politique qui ne laissait pas d'autre alternative».**

**Mohamed Kebci-Alger (Le Soir)-** Le Conseil national du parti qui a entériné cette démarche par une quasi-majorité de ses membres, avant-hier vendredi, rappellera que le RCD a, «malgré les abus, les désinformations et les provocations brutales visant le parti, souvent opté pour une participation aux élections pour avoir une visibilité et une présence dans un moment de doute et de congélation politique qui ne laissait pas d'autre alternative et pouvoir porter sur le terrain le projet démocratique et donner les réponses justes et adéquates aux revendications citoyennes qui existent dans notre bilan et parcours». Une participation donc plus par «contrainte», l'objectif de construction d'un rapport de force par l'essentiel de l'opposition qui avait adopté une plate-forme qui fixe les principes et les instruments d'une telle démarche, n'étant pas atteint, même s'il tiendra à mentionner «qu'une alternative au chaos programmé par l'autoritarisme et la politique d'exclusion en vigueur existe».



Mohcine Belabbas.

Photo : Samir Sid

Et de rappeler également «avoir fait tout ce qui est en son pouvoir et des moyens dont il dispose pour aller plus loin dans l'organisation de la pression sur le pouvoir afin de l'amener à l'inscrire dans un tel agenda», mais en vain, la constitutionnalisation d'une commission de surveillance des élections participe à «vider de sa substance notre proposition qui constitue le cœur du document de Zeralda».

Pour les membres du Conseil national du RCD, «le choix d'une normalisation autoritaire qui couronne l'interdiction des activités publiques des partis de l'opposition, des marches et rassemblements ainsi que «l'épuration» programmée dans les médias privés ne peut être la solution devant les revendications de liberté, de jus-

tice et de démocratie du peuple algérien. Les fraudes électorales ne suffisent plus, les nouvelles lois organiques promulguées, après l'adoption despotique de la nouvelle Constitution, constituent un premier pas de la remise en cause du multipartisme».

Et à l'instance délibérante entre deux congrès du RCD de relever, comme pour appuyer davantage l'option de participation adoptée, que «si la participation aux élections locales de l'automne prochain n'a suscité, relativement, aucun débat tant l'implication des cadres du parti dans la gestion des structures de proximité est une position constante de notre Rassemblement, le rendez-vous législatif a donné lieu à des échanges qui mettent au centre la visibilité du parti, son élargis-

sement, sa crédibilité et la nécessité d'être aux côtés des catégories sociales qui luttent pour leur émancipation, l'amélioration des conditions de vie et un meilleur cadre pour la création de la richesse».

Pour rappel, le président du RCD a expliqué, dans un point de presse animé juste après l'adoption du principe de participation aux prochaines élections législatives par le Conseil national du parti, que «dans une situation normale, un parti ne se pose pas la question de participer ou non à un scrutin ; mais plutôt celle des moyens dont il dispose pour couvrir ou non les circonscriptions électorales et, bien sûr, les propositions à défendre ou les alliances à contracter». Mohcine Belabbas signifiera, par ailleurs, que le parti «n'est pas dans ce cas de figure, la preuve en est que nous avons boycotté les législatives et les locales de 2002 et les législatives de 2012 sans compter toutes les présidentielles, à commencer par les deux dernières, comme nous avons eu à participer dans d'autres circonstances».

Et de conclure qu'«un parti démocratique ne peut et ne doit pas être otage de dogmes ou de préjugés. Il ne doit se positionner qu'en fonction d'analyses rationnelles et sereines qui embrassent la conjoncture avec pour seules considérations, les possibilités de faire avancer son combat et de renforcer ses instances et son influence dans la société».

M. K.